



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA MOSELLE

Direction de l'administration générale

Bureau de l'environnement

Affaire suivie par Laurent Vagner

☎ 03.87.34.88.98

☎ 03.87.34.85.15

internet : laurent.vagner@moselle.pref.gouv.fr

Arrêté

n° 2001-AG/2- 138

en date du 5 avril 2001

**autorisant la société WALTER à
renouveler l'exploitation d'une
carrière de sables et graviers
autorisée par arrêté préfectoral n° 80-
SM/DT-003 du 25 avril 1980 sur le
territoire de la commune de WOIPPY**

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU
MERITE**

VU le code minier et notamment ses titres VI "des carrières" et X "de la constatation des infractions et pénalités" ;

VU le code du domaine public et fluvial et notamment son article 28-6 et les dispositions instituées par le décret n° 56-910 du 10 septembre 1956 ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code rural ;

VU le code de la santé publique ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU la loi du 2 mai 1930 modifiée pour la protection des sites ;

VU la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques et le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1972 modifié par le décret n° 93-245 du 25 février 1993 ;

VU la loi du 31 décembre 1973 modifiée pour la protection des monuments historiques ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;

VU le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié instituant le Règlement Général des Industries Extractives (R.G.I.E.) ;

VU le décret n° 94-485 du 9 juin 1994 rangeant les carrières dans la nomenclature des Installations Classées ;

VU le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier ;

VU l'arrêté du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières de remise en état des carrières prévues pour la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 76-AG/1-160 du 9 février 1976 portant déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux et des périmètres de protection des captages d'eau de la ville de METZ (champ captant Nord) ;

VU l'arrêté n° 80-SM/DT-003 autorisant la Société S. à R.L. WALTER à exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de WOIPPY pour une durée de vingt ans ;

VU l'arrêté n° 95-AG/1-332 du 5 juillet 1995 portant répartition des compétences de police de l'eau et des milieux aquatiques entre les services de l'Etat dans le département de la Moselle ;

VU la demande présentée le 11 février 2000 par Monsieur Robert WALTER, de nationalité française, agissant en qualité de Gérant de la Société WALTER, à l'effet d'être autorisé à procéder au renouvellement d'une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de WOIPPY ;

VU les plans et renseignements joints à la demande précitée ;

VU les résultats de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 13 juin 2000 au 13 juillet 2000 ;

VU les avis des Conseils municipaux de WOIPPY, LA MAXE, MAIZIÈRES-lès-METZ, FEVES, NORROY-le-VEUNEUR, HAUCONCOURT, CHIEULLES, PLESNOIS, SEMECOURT, ARGANCY et MALROY ;

VU l'avis du 20 juillet 2000 du Commissaire enquêteur ;

VU l'avis du 2 octobre 2000 du Sous-Préfet de METZ-CAMPAGNE ;

VU l'avis favorable du Directeur Départemental de l'Equipement du 8 novembre 2000 sous réserve d'obtenir au préalable une autorisation du bénéficiaire de l'emplacement situé en secteur 1 et l'avis défavorable en secteur 2, les terrains étant situés en zone ND du règlement du P.O.S., zone à protéger ;

VU l'avis du Directeur Régional de l'Environnement du 3 octobre 2000 ;

VU l'avis du Directeur du Service de la Navigation du Nord-Est du 29 septembre 2000 ;

VU les avis du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales de Moselle des 6 octobre 2000 et 1^{er} février 2001 ;

VU l'avis de Monsieur le Conservateur Régional de l'Archéologie – Service de l'Archéologie – Direction des Affaires Culturelles de Lorraine du 25 septembre 2000 ;

VU l'avis du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine au titre de l'inspection du travail du 29 septembre 2000 ;

VU l'avis du Directeur du Service Interministériel Régional des Affaires Générales et Economiques de Défense et de Protection Civile du 3 octobre 2000 ;

VU l'avis de Monsieur le Président du Conseil Général de la Moselle du 3 octobre 2000 ;

VU l'avis du Chef du Service Travaux et Développements de l'Usine d'Electricité de Metz du 6 octobre 2000 ;

VU l'avis de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse du 31 octobre 2000 ;

VU l'avis du Bureau de Recherche Géologique et Minière du 27 octobre 2000 ;

VU l'avis de l'hydrogéologue agréé du 19 janvier 2001 ;

VU l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France du 12 février 2001 ;

VU l'autorisation d'occuper à titre précaire le secteur délivrée par lettre du 2 février 2001 de l'Etablissement Public de la Métropole Lorraine (EPML) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-403 du 14 décembre 2000 prorogeant de trois mois à compter du 3 janvier 2001 le délai pour statuer sur la demande précitée ;

VU le rapport du 2 février 2001 de l'Inspecteur des Installations Classées ;

VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières de la Moselle du 8 mars 2001 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRETE

TITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier – Autorisation d'exploiter

La S. à R.L. WALTER dont le siège social est situé 22, route de la Briquerie à 57102 THIONVILLE est autorisée à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de WOIPPY aux lieux-dits "Pièce de Blantrain" en section 31, parcelles 53 et 54.

Cette autorisation constitue un renouvellement d'une partie des travaux d'exploitation de sables et graviers autorisés par arrêté préfectoral n° 80-SM/DT-003 du 25 avril 1980 sur le territoire de la commune de WOIPPY.

La présente autorisation porte sur les parcelles visées ci-après.

Commune	Lieu-dit	Section	N° de parcelle	Surface (m²)
WOIPPY	PIECE DE BLANTRAIN	31	53 pour partie 54 pour partie	20 000

Le plan du périmètre autorisé à exploiter est joint en annexe 1.

La demande d'exploiter de la section 2 au lieu-dit "Les Vieilles Eaux" en section 32, parcelle 40 est rejetée.

Article 2 – Classement – Caractéristiques essentielles de l'exploitation

La durée de l'autorisation est de deux ans. Cette dernière est renouvelable dans les formes prévues à l'article 5 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976.

2.1 – Activité – Capacités maximales

Numéro Nomenclature	Désignation des activités	Régime Capacité maximale	Rayon
2510-1	Exploitation de carrières : 1 – Exploitation de carrières au sens de l'article 4 du Code Minier et de l'article 2 du décret n° 55-586 du 20 mai 1955 modifié portant réforme des substances minérales dans le département de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.	AUTORISATION Exploitation d'une carrière en eau : <u>Superficie totale</u> sur laquelle porte l'autorisation : 20 000 m² <u>Capacité annuelle moyenne</u> de sables et graviers : 80 000 t/an <u>Capacité maximale annuelle</u> de sables et graviers : 150 000 t/an <u>Volume total autorisé</u> pour l'extraction y compris les matériaux de découverte : 120 000 m³ 216 000 t <u>Volume et tonnage total autorisés pour l'extraction</u> de sables et graviers : 100 000 m³ - 180 000 t	3

Article 3 – Domaine d'application

Le présent arrêté s'applique aux activités visées à l'article 2 ainsi qu'aux infrastructures présentes sur le site, utilisées dans l'exercice de ces activités, que celles-ci s'exercent ou non dans le périmètre autorisé à l'exploitation de la carrière.

Article 4 – Horaires d'activité

Les travaux d'exploitation des installations, y compris le transport routier de matériaux ne devront pas être entrepris les samedis après-midi, les dimanches et les jours fériés légaux.

Dans tous les cas, les travaux d'extraction proprement dits s'effectueront de jour.

Les horaires d'exploitation autorisés sont de 7 h 30 à 16 h 30.

Article 5 – Conformité de l'exploitation aux éléments de la demande

Les modalités d'extraction, les caractéristiques générales de l'exploitation et de remise en état, sont celles présentées dans le dossier de demande d'autorisation et ses annexes, sauf les dispositions du présent arrêté ou de textes réglementaires actuels ou futurs qui leur seraient contraires.

Il est noté que les produits extraits sont essentiellement destinés à la fabrication de bétons hydrauliques pour les marchés des régions METZ – THIONVILLE.

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui pourra prendre un arrêté complémentaire ou exiger le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 6 - Plans topographiques

Le plan topographique de l'exploitation existant dressé à l'échelle 1/2 000° est tenu à jour au moins une fois par an au mois de septembre de chaque année.

Sur ce plan sont reportés :

- L'orientation Nord et l'échelle utilisée ;
- Les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de cinquante mètres ;
- Les bords de la fouille ;
- Tous les points bas et haut des berges avec un point tous les cinquante mètres dans les chenaux préférentiels d'écoulement ;

- Les courbes de niveau (équidistance maximum : 50 cm) et les cotes d'altitude IGN des points significatifs ;
- Les zones remises en état ;
- La position de l'emprise des éléments de surface ou souterrains (bâtiments, lignes électriques, conduites souterraines, routes, etc.) dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité, de la salubrité et des intérêts publics ;
- S'il y a lieu les périmètres de protection réglementaires de ces éléments ;
- Un encadré indiquera distinctement en mètres carrés :
 - la surface non encore exploitée,
 - la surface exploitée ou en cours d'exploitation non encore remise en état,
 - la surface remise en état.
- La date d'établissement ;
- Le nom de la personne qui a établi le plan.

Les plans ainsi mis à jour sont datés et signés par l'exploitant avec la mention « Certifié conforme » puis transmis au plus tard le 15 octobre de chaque année à l'Inspecteur des Installations Classées et au Service chargé de la Police de l'Eau.

Article 7 – Inspection

L'Inspecteur des Installations Classées et les agents chargés de la police de l'eau auront en permanence libre accès aux installations afin d'y effectuer les contrôles relevant de leur mission.

Article 8 – Responsabilité de l'exploitant et entreprises extérieures

En cas de manquement aux dispositions prises au titre du titre premier du livre 5 du code de l'environnement du fait d'une entreprise extérieure (au sens de l'article 1 du titre EE-2-R du R.G.I.E.), dans le périmètre autorisé, la responsabilité de l'exploitant reste totalement engagée.

Article 9 – Déclaration de début d'exploitation

Le pétitionnaire adressera au Préfet une déclaration de début d'exploitation, en trois exemplaires, dès qu'auront été mis en place les aménagements du site permettant la mise en service effective de la carrière, tels qu'ils sont précisés au titre II du présent arrêté. Cette déclaration sera accompagnée de l'attestation établissant les garanties financières prévues à l'article 42, de l'autorisation délivrée à titre précaire pour les terrains concernés par l'emplacement réservé n° 33 du P.O.S. pour l'aménagement d'une base de loisirs à SAINT-RÉMY (bénéficiaire : Etablissement Public Métropole Lorraine), ainsi que du document de santé et de sécurité exposant les risques et dangers auxquels le personnel est susceptible d'être exposé dans le cadre des travaux d'extraction.

Il sera joint à la déclaration de début d'exploitation un document exposant le programme des travaux réalisés sur le site et comportant les dates de mise en œuvre des ouvrages hydrauliques avec plans et coupes.

Un avis annonçant le dépôt de la déclaration de début de l'exploitation sera publié, aux frais de l'exploitant, par le préfet dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la Moselle.

Article 10 – Recevabilité de la déclaration de début d'exploitation

La recevabilité de la déclaration est conditionnée par l'exécution de toutes les dispositions du titre "Dispositions préliminaires" du présent arrêté ainsi qu'à la constitution des garanties financières.

En cas de non-recevabilité de la déclaration de début d'exploitation, les formalités de publicité mentionnées à l'article 9 doivent être recommencées.

TITRE II – DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Article 11 – Travaux préliminaires

Conformément aux articles 4 à 7 de l'arrêté du 22 septembre 1994, l'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place les aménagements suivants :

➤ Sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où les plans de remise en état du site peuvent être consultés.

➤ Les bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes devront être maintenues constamment repérables et dégagées de la végétation. Elles devront rester en place jusqu'à l'arrêt définitif de l'exploitation constaté par le procès-verbal de récolement établi conformément à l'article 34.1 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. Les mêmes prescriptions s'appliquent (hormis les zones d'extraction) aux bornes de nivellement qui devront permettre la restitution des terrains remblayés conformément à leur topographie initiale.

➤ L'autorisation délivrée à titre précaire sur l'emplacement réservé n° 33 du P.O.S. de WOIPPY pour l'aménagement d'une base de loisirs à SAINT-RÉMY par l'Etablissement Public Métropole Lorraine.

➤ L'accès à la RD 953 par les camions chargés de matériaux traités à partir des voies internes à la carrière devra faire l'objet d'un marquage au sol (STOP) et de la signalisation verticale réglementaire.

➤ Le document de santé et de sécurité prévu à l'article 4 du décret de police des carrières n° 95-964 du 3 mai 1995. Celui-ci devra déterminer et évaluer les risques auxquels le personnel est soumis. Cela concerne la conception, l'utilisation et l'entretien des heures de travail et des équipements pour assurer la sécurité et la santé du personnel. Ce document sera accompagné d'un mémoire exposant le programme de travaux prévus, avec les documents, plans et coupes nécessaires.

Article 12 – Sondages de diagnostic archéologique

En application du décret n° 93-245 du 25 février 1993, avant le début de l'exploitation de chaque secteur ou avant le début général de l'exploitation, une série de sondages de diagnostics archéologiques devront être effectués à l'aide d'une pelle mécanique à godet lisse d'une puissance d'au moins 100 CV sous le contrôle du Service Régional de l'Archéologie de Lorraine, conformément à la loi du 27 septembre 1941 et au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié par le décret n° 93-245 du 25 février 1993.

Les vestiges découverts sont protégés au titre de la loi n° 80-532 du 15 juillet 1980 modifiée relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance. Ils ne doivent pas être détruits. Tout contrevenant est passible des peines portées aux articles 322-1 et 322-2 du Code Pénal.

Les sondages à réaliser sont à la charge du pétitionnaire.

Article 13 – Information du service chargé de la police de l'eau

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de fournir au Service chargé de la Police de l'Eau, un plan topographique conforme aux prescriptions édictées à l'article 6.

TITRE III – SÉCURITÉ DU PUBLIC

Article 14 – Sécurité routière

Les matériaux extraits sur le site seront acheminés par dumpers ou camions vers l'installation de traitement à 500 m du site par des chemins internes à la carrière en bordure des étangs qui font l'objet d'une procédure de mise à l'arrêt définitif. L'évacuation des matériaux extraits sur le site par la route communale reliant la commune de LA MAXE au lieu-dit "Saint-Rémy" est interdite.

L'évacuation des matériaux traités se fera par la RD 953 reliant METZ à THIONVILLE.

Article 15 – Aménagements des accès routiers

L'accès à la voie publique utilisé en sortie de l'installation de traitement à WOIPPY pour évacuer les matériaux traités est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Une signalisation appropriée devra être mise en place conformément aux prescriptions décrites à l'article 11 du présent arrêté.

Article 16 – Interdiction d'apport de matériaux sur la voirie publique

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envois de poussières, de dépôts de poussières, de boue, d'eau ou de gravillons sur les voies de circulation publiques.

Un dispositif de nettoyage des roues des véhicules ou un dispositif d'efficacité équivalente pourra être exigé à la sortie de l'installation de traitement sur demande de l'Inspecteur des Installations Classées.

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 85 du Règlement général du domaine public routier départemental qui interdit en son alinéa 9, de déposer sur la chaussée et ses dépendances des matériaux liquides ou solides qui pourraient compromettre la sécurité des usagers des voies départementales.

Article 17 – Risque de chute

L'approche du bord supérieur de la fouille devra être évitée au moyen d'obstacles physiques efficaces (merlon, barrière...).

Le risque d'instabilité des berges en cours de travaux devra être signalé aux salariés et au public éventuel.

Article 18 – Distance entre le bord de l'excavation et les limites du périmètre

Les bords des excavations issues de l'exploitation sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Article 19 – Contrôle de l'accès à la carrière

Durant les heures d'exploitation, l'accès aux zones d'activité de la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. Cette interdiction sera matérialisée par une pancarte.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Le personnel travaillant dans la carrière sera relié téléphoniquement au Bureau Bascule de la Société à WOIPPY où se trouve en permanence une personne de la société.

TITRE IV – PRÉVENTION DES POLLUTIONS, DES NUISANCES ET DES RISQUES

Article 20 – Prescriptions générales

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, pour limiter le bruit, les vibrations et pour améliorer l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les installations sont entretenues en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Article 21 – Prévention des rejets dans le milieu naturel

L'entretien des engins et matériels de chantier se fera dans les installations de la société à WOIPPY à quatre cents mètres du site exploité.

Tous les stockages de liquides susceptibles de polluer l'eau, excepté les réservoirs des véhicules, doivent être reliés à des capacités de rétention ou équipés de tout autre dispositif équivalent à même de parer à une fuite, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières. Leur collecte sera réalisée par une entreprise agréée.

Cette prescription concerne notamment les réservoirs des groupes électrogènes.

Les dispositifs d'alimentation en carburant des engins et matériels seront munis d'un robinet à arrêt automatique.

Le rejet direct ou indirect dans le milieu naturel de substances susceptibles de polluer l'eau est interdit.

Le remblaiement avec des matériaux extérieurs au site est strictement interdit.

Article 22 – Déchets

Toutes les dispositions seront prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

Pour chaque catégorie de déchet, la quantité stockée ne devra pas être supérieure à celle produite en moyenne pendant quatre mois d'activité.

La présence de déchets issus d'activités non directement requises par l'exploitation est interdite dans la carrière.

Il n'y aura pas de rejets issus d'installations sanitaires sur le site exploité car celles-ci seront situées au siège de la société à WOIPPY qui dispose d'une fosse septique.

Article 23 – Poussières

L'exploitant prendra toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. A cet effet, le décapage devra, dans la mesure du possible, être réalisé en période humide.

L'exploitant arrosera notamment les pistes utilisées si celles-ci sont sources d'émission de poussières.

Article 24 – Bruits, vibrations

24.1 – Mesures, valeurs limites

Les bruits émis par la carrière et par les activités qui lui sont liées ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tout point des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à 5 dB(A) pour la période de travail allant de 7 h 30 à 16 h 30.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruits mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Le niveau limite de bruit à ne pas dépasser en limite de la zone d'exploitation autorisée est 70 dB(A).

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation, par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré L_{acq} .

L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Un contrôle du niveau sonore sera réalisé dès l'ouverture de la carrière et par la suite au moins une fois par an en période de production. En sus de ces contrôles périodiques, l'Inspecteur des Installations Classées pourra demander des contrôles complémentaires dans la limite d'un contrôle complet par an en moyenne sur cinq ans. Ces contrôles doivent être effectués par du personnel qualifié. Ils doivent faire l'objet d'un rapport dans lequel devront figurer tous les renseignements utiles à même d'attester de la qualité et de la représentativité des mesures effectuées.

24.2. – Dispositions préventives

L'exploitation sera menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantiers utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation avant le 22 octobre 1989 doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 69-380 du 18 avril 1969.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Les horaires d'exploitation et les jours d'activité définis à l'article 4 concernent également le transport des matériaux vers l'installation de traitement.

Durant toute la durée des travaux, l'exploitant ne pourra pas faire fonctionner de façon simultanée la dragueline et la pelle mécanique.

Article 25 – Conformité des engins de chantier

Les engins de chantier seront conformes à la réglementation en vigueur. Ils devront être munis d'extincteurs et ne pas être à l'origine de fuite d'hydrocarbure ou de tout autre liquide susceptible de polluer le site.

Article 26 – Risque d'inondation

En cas de menace d'inondation, les équipements et les matériaux susceptibles de créer des dangers ou des pollutions devront être mis en sécurité.

Article 27 – Analyses d'eau

Pendant toute la durée de l'exploitation, une fois par an en septembre, l'exploitant procédera à des prélèvements d'eau sur le plan d'eau amont, sur l'eau du Ruisseau du Champ Sautré et sur le plan d'eau à créer.

Ces prélèvements feront individuellement l'objet d'analyses chimiques et bactériologiques. Les numéros et l'emplacement des prélèvements seront indiqués avec les résultats des analyses.

Les conditions d'échantillonnage, de conservation, de manipulation et d'analyse des prélèvements pour les eaux devront être conformes aux normes NF EN ISO 5667-3 (conservation et manipulation des échantillons), NF EN 25667-1 (établissement des programmes d'échantillonnage) et NF EN 25667-2 (techniques d'échantillonnage).

Les paramètres suivants seront mesurés :

PH	selon la norme NFT 90008
Conductivité	
DCO	selon la norme NFT 90101
Nitrates, nitrites, ammonium, azote total	selon les normes NF EN ISO 10304-1, 26777, 10304-2, 13395, FDT 90045 et NF EN ISO 25663
Phosphore total	selon la norme 90023
Chlorures	selon les normes NFT 90-014, NFT 90042 et NF EN ISO 10304
Sodium	selon les normes NFT 90-019 et NFT 90-020
Fer	selon les normes NFT 90017, FDT 90112, ISO 11885
Manganèse	selon les normes NFT 90024, FDT 90112
Hydrocarbures totaux	selon la norme NFT 90114
Esherichia Coli et Entérocoques	selon la norme NFT 90-433
Coliformes totaux	selon la norme NFT 90-413

Ces données seront conservées sur un registre. Les dates des prélèvements seront précisées. L'emplacement du prélèvement sera indiqué sur un plan annexé à ce registre.

Les résultats de ces analyses seront communiqués dès réception à l'Inspection des Installations Classées.

Article 28 – Risque d'inondation, prescriptions liées à l'hydraulique

Bien que le site d'exploitation se situe en dehors des zones submersibles réglementaires, les stocks de matériaux de découverte et de terre végétale nécessaires au réaménagement seront stockés séparément et évacués de la zone rouge au fur et à mesure de l'exploitation. Ils ne devront pas faire obstacle à l'écoulement des eaux. Ils seront orientés dans le sens de l'écoulement des eaux de crue, leur emprise ne devant pas dépasser 10 % de la largeur en zone classée soit soixante-cinq mètres.

Compte tenu du type d'exploitation choisie (réaménagement simultané et coordonné), cette prescription devra être strictement respectée.

Au cas où des clôtures seraient mises en place, celles-ci seront du type trois fils au maximum avec poteaux espacés de 3 m au maximum sans fondation faisant saillie sur le sol naturel.

Les pistes de circulation des engins n'excéderont pas le niveau du terrain naturel.

TITRE V – CONDUITE DE L'EXPLOITATION

Article 29 – Aménagements préalables à l'extraction des matériaux commercialisables

Les travaux se situant à proximité d'ouvrages sous tension (ligne aérienne et câble souterrain), l'exploitant prendra l'attache de l'Usine d'Electricité de Metz à METZ afin de respecter les modalités d'intervention et d'approche. Les massifs d'assise des poteaux de la ligne aérienne ne seront pas déstabilisés. La profondeur de recouvrement du câble souterrain est à maintenir.

L'exploitation sera menée suivant le principe du réaménagement coordonné et simultané conformément à l'étude d'impact et des annexes fournies dans le dossier de demande.

L'exploitation ne s'approchera pas à plus de quinze mètres du ruisseau du Champ Sautré.

Article 30 – Profondeur de l'excavation

La profondeur de l'excavation créée par les travaux, mesurée à partir de la cote IGN des terrains naturels, n'excèdera pas le niveau de la base des alluvions (environ cinq mètres).

Les plans à établir en application de l'article 6 ainsi que les bornes de nivellement demandées à l'article 11 permettront la vérification de cette prescription.

En fin d'exploitation, le plan topographique à remettre à l'inspecteur des installations classées devra comporter le relevé bathymétrique de l'étang. L'équidistance de ces plans n'excèdera pas cinquante centimètres.

Article 31 – Décapage

Le décapage des terrains est limité strictement aux besoins des terrains d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Article 32 – Méthode d'exploitation

Les travaux de décapage et de découverte seront réalisés au moyen d'une pelle hydraulique, de chargeurs sur pneus et de dumpers.

L'extraction du gisement sera conduit en eau au moyen d'une dragueline et d'un excavateur, la technique du rabattement de nappe même partiel pour le décapage, étant interdite.

Article 33 – Prévention hydraulique – Berges

Les berges de l'étang devront présenter un profil arrondi en coupe verticale. Elles seront talutées selon une pente de 3 pour 1 (trois pour base et un de haut) jusqu'à un mètre au dessus et au-dessous du niveau normal du plan d'eau, revêtues de terres végétales et engazonnées dès que possible.

Elles devront être enherbées dès que possible afin de limiter l'érosion. Les berges seront remises en état comme indiqué en page 118 de l'étude d'impact.

Toutes dispositions devront être prises afin d'éviter le colmatage des berges lors de leur mise en œuvre.

Article 34 – Protection vis-à-vis du ruisseau du Champ Sautré

La Société WALTER ne pourra pas procéder à une nouvelle modification du lit du ruisseau. Les dimensions actuelles seront maintenues :

- largeur au fond : 0,7 à 1,8 m
- largeur en crête : 4,1 à 6,9 m
- hauteur : 0,9 à 1,7 m

L'exploitant procèdera une fois par an à un curage régulier du ruisseau du Champ Sautré pour maintenir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur citées plus haut.

L'exploitant devra prendre les mesures nécessaires et suffisantes pour éviter l'érosion des berges du ruisseau en les stabilisant par l'entretien des arbres existants et en favorisant des espèces efficaces dans la consolidation des berges (aulnes, saules, frênes).

Compte tenu de la qualité médiocre des eaux du ruisseau, l'exploitant veillera pendant les travaux à éviter tout débordement du ruisseau et par voie de conséquence une dégradation de la qualité des eaux des plans d'eau (élagage et découpage de la végétation arborée des berges, enlèvement des embûches et débris flottants).

Ces obligations s'appliquent sur les portions du ruisseau qui font partie du périmètre de la carrière.

Le colmatage actuel du ruisseau ne sera pas supprimé lors des travaux, afin d'empêcher toute infiltration des eaux superficielles dans la nappe.

Les berges gauches du ruisseau seront remodelées de façon similaire aux travaux réalisés par l'exploitant sur les berges droites de 1997 à 1999, conformément à l'étude hydraulique réalisée par ANTEA jointe au dossier de demande, en respectant les cotes suivantes :

- largeur minimale de 10 m en base,
- largeur minimale de 4 m en crête,
- les cotes de crête imposées en rive droite.

De plus, l'exploitant respectera les règles de réaménagement suivantes :

- recharge à la cote 163,8/163,9 m NGF des berges du ruisseau entre les profils topographiques P3 et P4,
- mise en place d'enrochements pour stabiliser les berges concaves des couches correspondant aux profils P3 – P4 (berge gauche ou Est) et P5 – P6 (berge droite au Sud). Les principales caractéristiques de ces enrochements respecteront les prescriptions décrites à la page 103 de l'étude d'impact du dossier de demande.

Les berges du ruisseau du Champ Sautré seront engazonnées et revégétalisées pour assurer une tenue correcte de celles-ci.

TITRE VI – REMISE EN ÉTAT DU SITE

Article 35 – Conformité à l'étude d'impact – Phasage

35.1 – Conformité à l'étude d'impact

Sauf disposition contraire du présent arrêté, la remise en état des lieux affectés par les travaux d'exploitation sera effectuée conformément aux engagements signés par le pétitionnaire suivant le principe défini par l'étude d'impact jointe au dossier de demande d'autorisation.

L'état final sous forme d'un seul étang devra correspondre au plan de réaménagement ci-annexé (annexe n° 2).

Les réaménagements des berges du ruisseau du Champ Sautré seront réalisés conformément aux plans et coupes joints en annexe n° 3 (pages 1/3 à 3/3).

Les plantations (frênes, aulnes et saules) en bordure du ruisseau du Champ Sautré, telles qu'elles figurent sur le plan de réaménagement et les coupes 2.2 et 2.3 de l'annexe n° 3 pourront être remplacées par des plantations à feuilles persistantes afin de ne pas aggraver l'envasement du ruisseau.

35.2 – Phasage

La remise en état est coordonnée à l'exploitation selon le plan d'exploitation et de phasage annexé au présent arrêté.

La durée de la présente autorisation inclut la remise en état.

L'extraction sera arrêtée au minimum huit mois avant l'expiration de l'autorisation.

La remise en état sera achevée au moins six mois avant la date d'échéance du présent arrêté.

35.3 – Travaux de remise en état

Les travaux de remise en état nécessiteront le remblaiement ponctuel de certaines zones, la reprise et le tassement des terres de découverte issues du site. Par ailleurs, une partie de cette terre végétale sera régalée sur la surface hors eau.

L'utilisation de matériaux imperméables pour reconstituer les berges en eau et hors d'eau n'est pas acceptée. La communication entre la nappe et l'étang devra être favorisée.

Un an avant la fin des travaux, la bonne tenue des aménagements des berges du ruisseau du Champ Sautré sera vérifiée par le service chargé de la Police de l'Eau, lors d'une visite en présence de l'Inspecteur des Installations Classées et d'un représentant du pétitionnaire.

En tout point après la remise en état, le terrain naturel sera respecté.

Article 36 – Berges de l'étang

Les berges seront talutées avec une pente maximale de trois pour un (trois de base pour un de haut) jusqu'à un mètre au dessus et au-dessous du niveau normal du plan d'eau, revêtues de terre végétale et engazonnées.

L'étang sera disposé suivant le plan de l'état final de l'étude d'impact. En aucun cas, la distance en crête des digues séparatrices entre les étangs ne sera inférieure à trente mètres.

Article 37 – Nature des matériaux de remblaiement

Seuls les matériaux du site seront autorisés pour réaliser le remblaiement des zones périphériques citées à l'article 35.

Article 38 – Réaménagement du sol, revégétalisation

Le sol sera régalé et ne devra pas laisser apparaître des traces d'engins de chantier.

L'épaisseur de la terre végétale en surface sera d'au moins 20 cm. L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour que celle-ci ne soit pas excessivement tassée par les engins.

La ligne aérienne devra être rendue accessible en permanence par les véhicules élévateurs de l'U.E.M. pour assurer les interventions d'exploitation et de maintenance.

De même, chaque point du tracé du câble souterrain doit rester accessible en permanence aux agents de l'U.E.M. (camions de 10 t type 4 X 4 pour les engins de terrassement).

La revégétalisation sera entreprise dès que possible.

Article 39 – Entretien des terrains remis en état

Les terrains remis en état devront être régulièrement entretenus.

Les opérations d'entretien devront notamment comprendre :

- le débroussaillage,
- l'élimination des détritux divers,
- l'entretien et le maintien des plantations.

Article 40 – Formes et contours de l'étang

Les contours de l'étang ne devront pas présenter de formes géométriques régulières ou rectilignes.

TITRE VII – GARANTIES FINANCIÈRES

Article 41 – Définition des garanties financières

L'exploitant a l'obligation de maintenir pendant toute la durée de l'autorisation accordée par cet arrêté, des garanties financières. Il doit à tout moment pouvoir en justifier l'existence.

Ces garanties sont constituées par un acte de cautionnement solidaire établi conformément à l'annexe de l'arrêté du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévues à l'article 23.3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 (J.O. du 16 mars 1996).

Cet acte doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche. L'Inspecteur des Installations Classées pour la protection de l'environnement peut en demander communication à tout moment.

Article 42 – Montant, durée et actualisation des garanties financières

Le montant (M) du cautionnement demandé est établi et devra être actualisé ainsi :

$$M = \frac{313\,000 \times TP01(t)}{TP01(0)}$$

où 313 000 représente le montant (M) total du cautionnement en francs T.T.C. à la date du présent arrêté

et - TP01 (t) représente la valeur de l'indice INSEE TP01 lors de la date du renouvellement des garanties ou de l'initialisation de celles-ci,

- TP01(0) représente la valeur de ce même indice à la date du présent arrêté.

Ce montant (M) devra être actualisé à l'occasion du renouvellement de l'acte de cautionnement.

Ce montant (M) sera actualisé de la même façon, lorsque l'augmentation de l'indice INSEE TP01 sera supérieure à 15 % pour la période courant depuis la dernière actualisation.

L'actualisation des garanties financières se fera à l'initiative de l'exploitant, sans que l'administration ait à le demander.

La durée du cautionnement correspond à la durée de l'exploitation de la carrière, c'est-à-dire cinq ans.

Article 43 – Variation du montant des garanties

Lorsque la quantité de matériaux extraits est sensiblement inférieure aux prévisions utilisées pour le calcul des garanties financières et lorsqu'un nouveau calcul de ces garanties financières aboutit à un résultat au moins inférieur de 25 % au montant figurant à l'article 43, l'exploitant peut demander au préfet une révision de ce montant. Dans ce cas, l'exploitant adresse au préfet une demande accompagnée d'un dossier technique justificatif.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être portée à la connaissance du préfet avant réalisation. Celle-ci ne pourra intervenir avant la fixation par arrêté d'un nouveau montant des garanties et la fourniture par l'exploitant de l'attestation correspondante à ce nouveau montant.

Article 44 – Garanties financières, obligations de l'exploitant et sanctions

Le maintien de la présente autorisation est strictement subordonné au maintien des garanties financières.

Ainsi, l'absence de ces garanties conduit, après mise en demeure et selon les modalités prévues à l'article L 514-1 I) 3° du code de l'environnement à la suspension de l'autorisation.

Lorsque le renouvellement ou l'actualisation des garanties financières n'est pas correctement réalisé, en montant ou en délai, l'exploitant peut faire l'objet de sanctions administratives et pénales.

A tout moment de la présente autorisation, le montant des garanties financières présentées doit permettre le réaménagement des zones affectées par l'exploitation.

En conséquence, à aucun moment de la durée d'autorisation, le coût de la remise en état des terrains affectés par l'exploitation ne devra excéder le montant des garanties financières en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être portée à la connaissance du préfet avant réalisation. Celle-ci ne pourra intervenir avant la fixation par arrêté d'un nouveau montant des garanties et la fourniture par l'exploitant de l'attestation correspondant à ce nouveau montant.

Article 45 – Appel des garanties financières, procédure

A tout moment de la durée d'autorisation, le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des dispositions présentes concernant la remise en état, après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et de remise en état non conforme au présent arrêté.

Avant l'échéance de chaque cautionnement, l'Inspecteur des Installations Classées procède à une vérification de la conformité de la remise en état des terrains exploités jusqu'alors. En cas d'insuffisance de l'exploitant, l'Inspecteur des Installations Classées propose au préfet de le mettre en demeure de satisfaire à ses obligations.

Si à l'expiration du délai fixé pour exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à l'injonction préfectorale, le préfet peut procéder à la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

Les constats effectués dans ce cadre par l'Inspecteur des Installations Classées (relatifs à la conformité de la remise en état), n'ont pas valeur des procès-verbaux de récolement pris en application de l'article 34.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Article 46 – Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de fournir des garanties financières sera levée après la mise à l'arrêt total et définitif de l'exploitation, conformément aux prescriptions de l'article 34.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

TITRE VIII – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES

Article 47 – Déclaration des accidents et incidents

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'Inspecteur des Installations Classées, les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

Les désordres hydrauliques sont notamment visés par cette prescription.

Article 48 – Arrêt de l'exploitation

L'arrêt définitif de l'exploitation et des arrêts partiels pourront intervenir avant l'échéance de la présente autorisation.

Au moins six mois avant l'échéance de la présente autorisation, l'exploitant adressera au préfet un dossier complet conforme aux prescriptions de l'article 34.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Ce dossier comportera en particulier :

- un plan topographique à jour au 1/2 000° du site,
- un mémoire précisant notamment :
 - les incidents et désordres survenus au cours de l'exploitation, en particulier en ce qui concerne les aspects hydrauliques,
 - les conséquences prévisibles de l'abandon des travaux sur le milieu, en particulier sur l'écoulement et la qualité des eaux,

- les mesures compensatoires complémentaires éventuellement nécessaires pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement et de l'article 2 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992.

Article 49 – Obligation en cas de cession des terrains

En application de l'article L 514-20 du code de l'environnement, l'exploitant communiquera par écrit aux propriétaires ou aux acheteurs des terrains concernés par le présent arrêté toute informations relatives :

- aux inconvénients importants,
- aux servitudes d'entretien,
- aux dangers éventuels,

connus qui résultent de l'exploitation.

Article 50 – Recours, contentieux

La présente autorisation est soumise au contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent arrêté lui a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements pour des motifs relevant des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

Pour les tiers, le délai de recours est alors de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 9.

La présente autorisation n'est accordée que sous réserve des limites de propriété ou des contrats de forage dont le permissionnaire est titulaire.

Elle cesse de produire effet lorsque l'Installation Classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée pendant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 51 – Arrêté complémentaire

Des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'Inspecteur des Installations Classées, conformément aux dispositions de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Article 52 – Changement d'exploitant

Toute demande de changement d'exploitant est soumise à autorisation préfectorale. La demande doit être présentée au préfet au moins trois mois avant le changement sollicité.

Article 53 – Sanctions

Le non-respect des prescriptions édictées ci-dessus est passible des sanctions administratives et pénales prévues par le titre 1 du livre 5 du code de l'environnement et par ses décrets d'application ou, selon les cas, prévues par le code minier.

Article 54 – Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1°) Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de WOIPPY et pourra y être consultée par tout intéressé.

2°) Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par le maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par l'exploitant.

Une ampliation de l'arrêté sera adressée au conseil municipal des communes de PLESNOIS, SEMECOURT, FEVES, NORROY-le-VEUNEUR, LA MAXE, MALROY, ARGANCY, HAUCONCOURT, MAIZIÈRES-lès-METZ, CHIEULLES.

3°) Un avis sera inséré par le préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 55

En application de l'article L 514-6 du code de l'environnement, les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente autorisation afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents, dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet de la Moselle, toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'exploitation autorisée.

Article 56 – Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Sous-Préfet de Metz-Campagne, le Maire de Woippy, les Inspecteurs des Installations Classées et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le Préfet,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général


Signé : Marc-André GANIBENQ


Pour ampliation
Le Directeur de l'Administration Générale


Monique Haman


PLAN PARCELLAIRE

ECHELLE : 1 / 5000

 Limite des terrains sollicités au titre d'une demande d'autorisation de renouvellement d'exploitation

 Limite des terrains concernés par les installations de traitement ses annexes, les chemins d'exploitation et les zones en cours de réaménagement

 Limite des terrains autorisés par l'Arrêté Préfectoral du 25 avril 1980

 Terrains ayant fait l'objet d'un dossier de déclaration de fin de travaux partielle (réciplissé de déclaration en date du 28 septembre 1999)

 Limite et numéro de parcelle

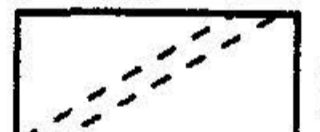
 Plan d'eau, ruisseau

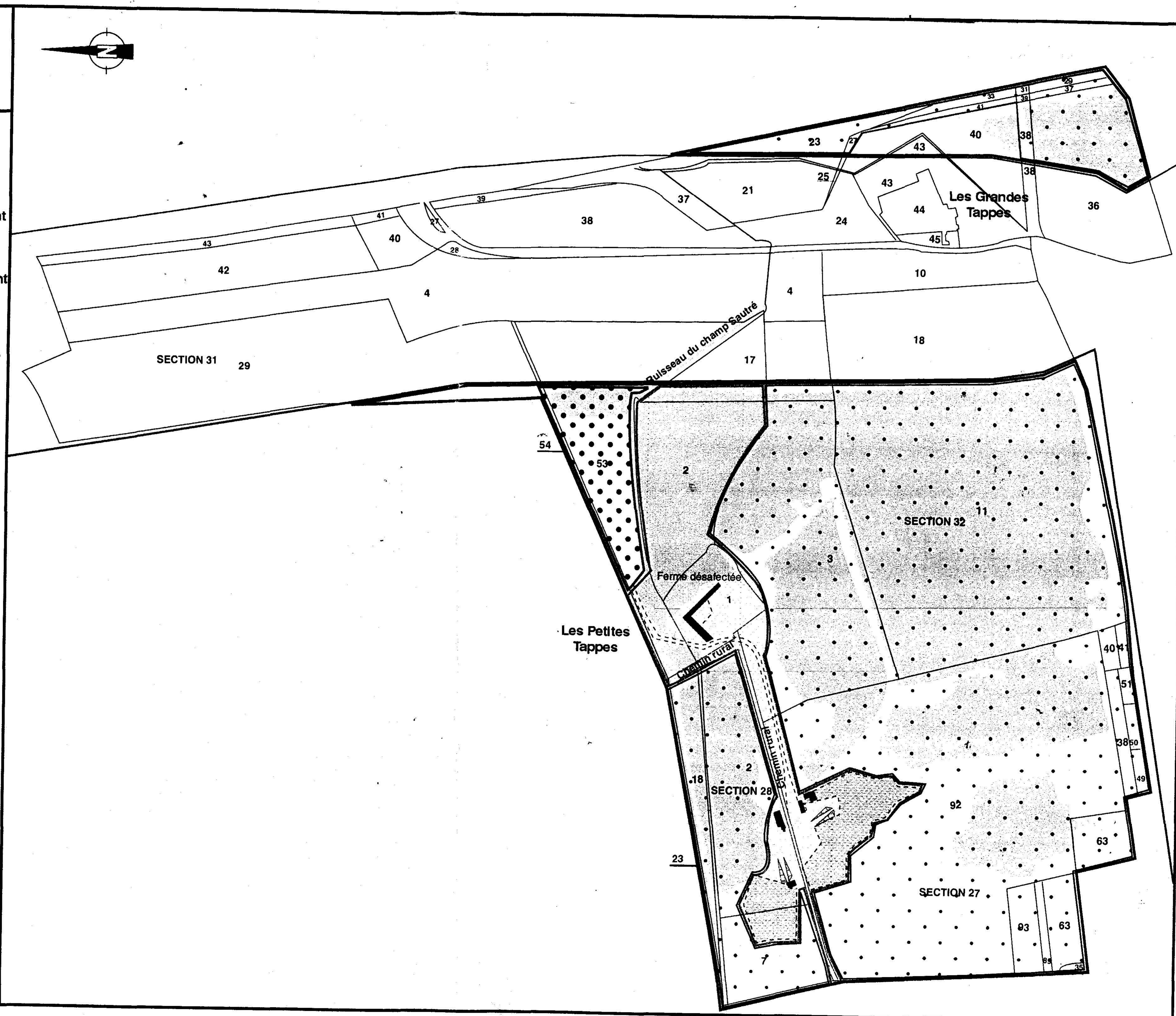
 Aire de stockage

 Protection des captages




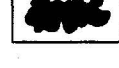
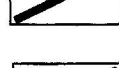
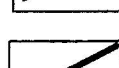


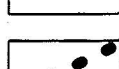


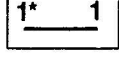


 Infrastructure de la carrière

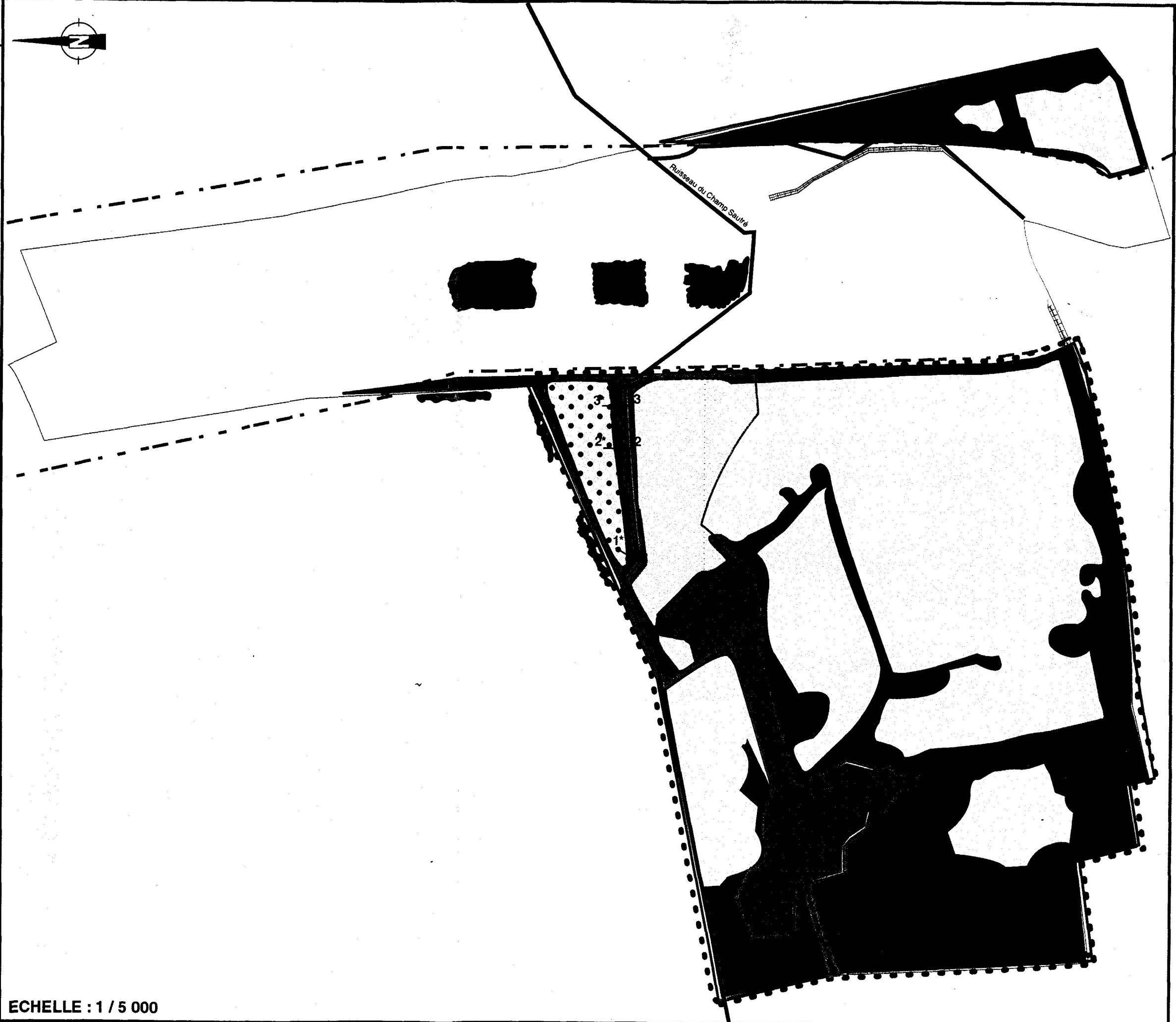
 Rampe d'accès

 Piste



PLAN DE L'ETAT FINAL

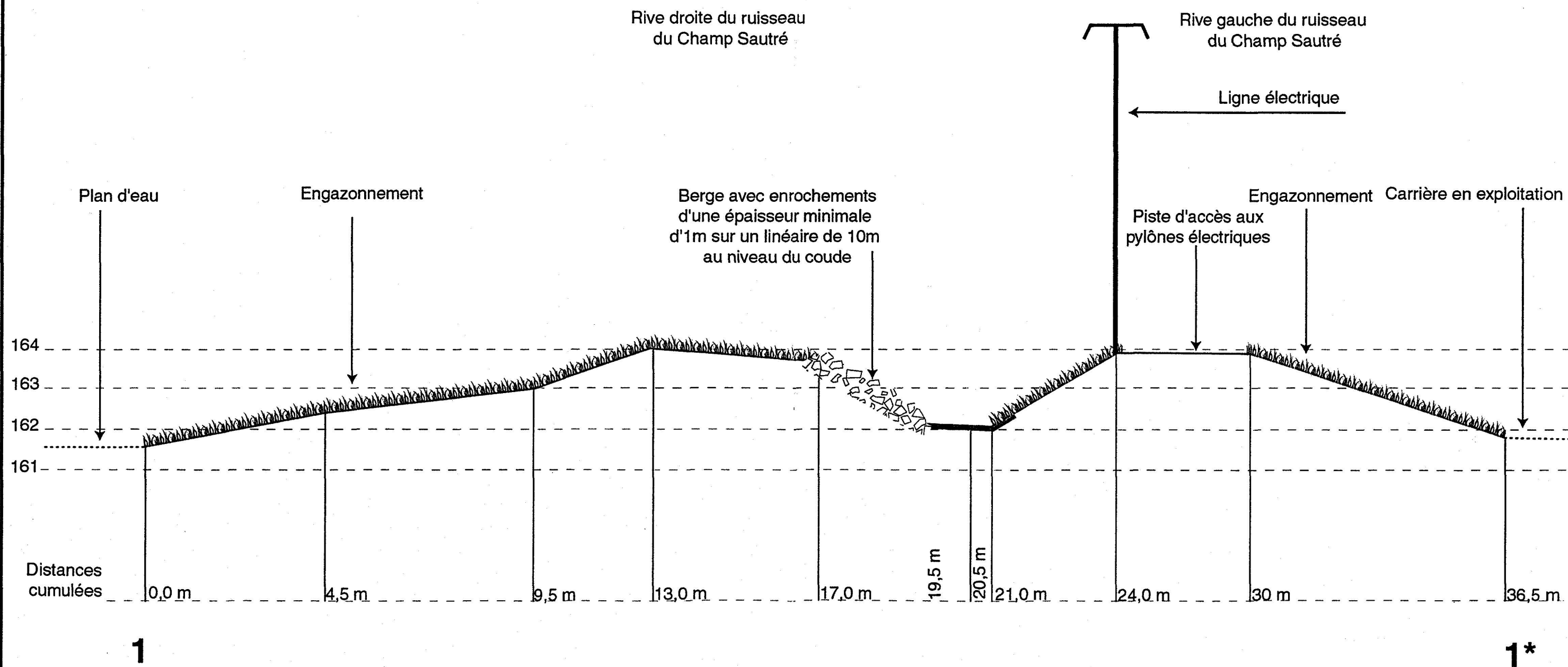
-  Terrains sollicités au titre d'une demande d'autorisation de renouvellement d'exploitation
-  Terrains concernés par les installations de traitement ses annexes, les chemins d'exploitation et les zones en cours de réaménagement
-  Limite des terrains autorisés par l'Arrêté Préfectoral du 25 avril 1980
-  Arbres, bosquets
-  Tracé actuel du ruisseau du champ Sautré
-  Périmètre de protection rapprochée des puits de captage
-  Berges talutées à 30° maximum
-  Surfaces exploitées et remises en état (nivelées, ensemencées)
-  Surfaces en eau
-  Barrière interdisant l'accès aux véhicules
-  Dispositif anti-intrusion (clôture et/ou merlon et/ou fossé)
-  Piste d'accès aux pylônes électriques (6m de large)
-  Passerelle permettant le passage d'un véhicule au -dessus du ruisseau
-  Localisation des profils



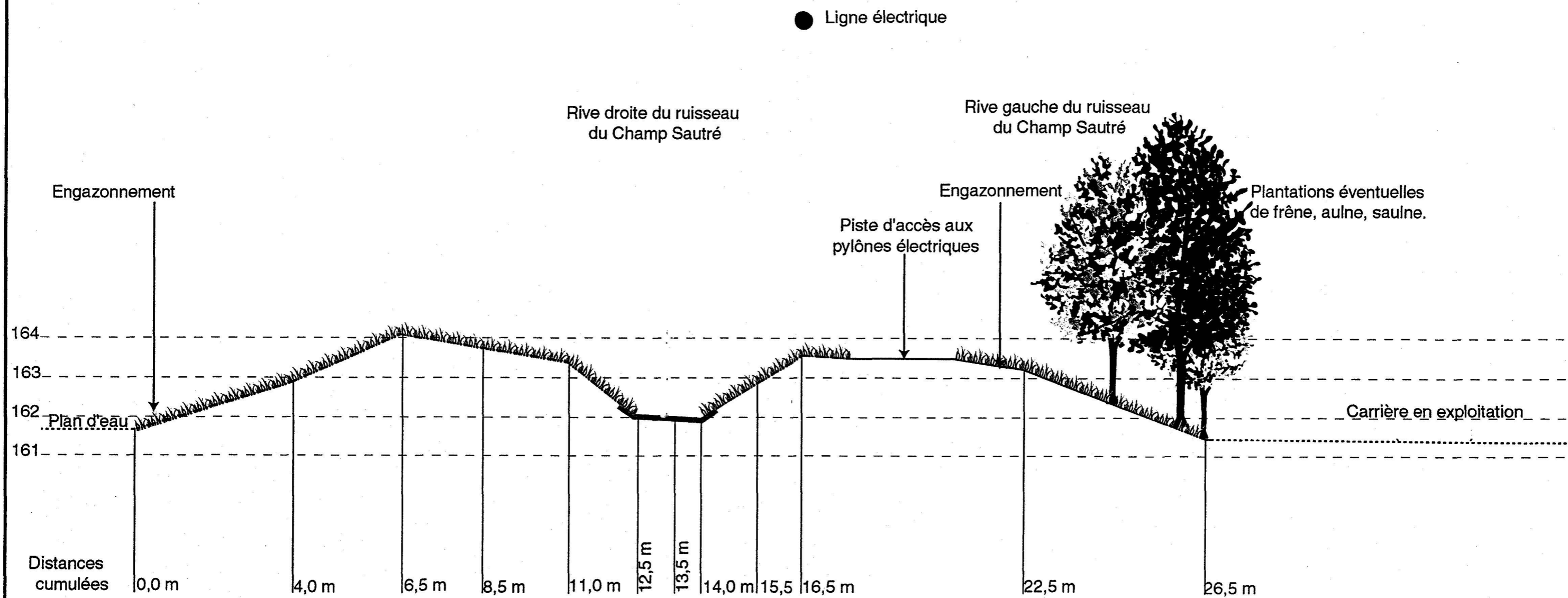
ECHELLE : 1 / 5 000

PROFIL 1 - 1*

CF LA LOCALISATION SUR LE PLAN D'ETAT FINAL



PROFIL 2 - 2*
CF LA LOCALISATION SUR LE PLAN D'ETAT FINAL



PROFIL 3 - 3*

CF LA LOCALISATION SUR LE PLAN D'ETAT FINAL

